

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

Numéro Spécial Congrès



Congrès des Alternatifs

Le Congrès des Alternatifs (réuni à Rouen du 12 au 14 novembre) a notamment été consacré à l'analyse de la mutation du système capitaliste, dans une phase marquée par une offensive contre les droits démocratiques et conquêtes sociales, mais aussi par un mouvement social d'une ampleur considérable.

La mémoire de notre camarade Jean-Paul Hébert a été saluée lors de la première soirée du Congrès.

Le travail sur la transition autogestionnaire et écologique sera poursuivi jusqu'au printemps 2011.

C'est également en 2011 que les Alternatifs décideront de leur positionnement pour la séquence électorale de 2012.

Le congrès a confirmé et approfondi la démarche des Alternatifs :

- vers un parti-mouvement autogestionnaire, féministe, écologiste, altermondialiste;
- pour la construction de fronts politico-sociaux larges face au système capitaliste et productiviste, dans la continuité de la bataille de masse en opposition à la contre-réforme des retraites;
- pour un front commun, ancré dans la société et les mobilisations, de la gauche de transformation sociale et écologique, les Alternatifs ont confirmé leur disponibilité à tout échange, sans préalables, sur les contenus d'un projet alternatif avec les forces politiques de la gauche de transformation sociale et écologique;
- pour la convergence de la gauche alternative, notamment par des initiatives communes avec des courants et mouvements comme l'ACU et la FASE en lien avec des militantEs des mouvements sociaux d'émancipation.

Le congrès a confirmé la dimension altermondialiste de l'action des Alternatifs, notamment par un échange approfondi avec la représentante du mouvement rouge et vert turc Yesil ve Sol.

La présence de représentantEs et l'envoi de messages d'une dizaine d'organisations et courants partenaires écologistes décroissants, libertaires, anticapitalistes, antilibéraux, conforte la volonté des Alternatifs de travailler au débat et à l'action communs de l'ensemble de ce champ politique.

Enfin le Congrès a décidé que la prochaine Université d'été des Alternatifs, sur le thème de l'Ecologie, se tiendra en juillet 2011 près du site de Notre-Dame des Landes, en Loire Atlantique. ■

Ce numéro de Rouge & Vert est consacré intégralement à la publication des textes adoptés lors du congrès.

MERCI, CAMARADES...

Les organisations suivantes étaient représentées au Congrès des Alternatifs : Association des Communistes Unitaires, Alternative Libertaire, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Gauche Unitaire, Parti Communiste Français, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche et Yesil Ve Sol. Le Mouvement des Objecteurs de Croissance a fait parvenir un message

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPE

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DU LIBRE ACCÈS À ROUGE & VERT SUR LE SITE DES ALTERNATIFS. IL NOUS PARAÎT TOUT AUSSI IMPORTANT D'AUGMENTER LA DIFFUSION DE LA VERSION "PAPIER". DANS LES MOIS QUI VIENNENT ROUGE&VERT ET LA LETTRE DES ÉLU/E/S ALTERNATIFS SE FERONT L'ÉCHO DES ACTIONS ET RÉFLEXIONS POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE, FÉMINISTE, ALTERMONDIALISTE À UN SYSTÈME EN CRISE, DE LA BATAILLE POUR LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE LA GAUCHE DE GAUCHE, DE LA CONVERGENCE DES COURANTS DE LA GAUCHE ALTERNATIVE ET ÉCOLOGISTE, DES INITIATIVES DES ALTERNATIFS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS ET RÉABONNEMENTS À ROUGE&VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUTES ET TOUS (MAIS IL EST ÉGALEMENT PLUS QUE SOUHAITABLE DE REJOINDRE LES ALTERNATIFS.

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2010

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

JJ.BOISLAROISSIE, M.COLLOGHAN, R.LAFONTAINE
ET H.MERMÉ

Photos du Congrès : Mathieu Colloghan, Gilles Kuntz et Rémi Fritzen

Couverture librement inspirée de la Une d'Actuel N°4, janvier 71

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Un mouvement d'une puissance exceptionnelle

La mobilisation de contestation de la contre-réforme et du projet antisocial de la droite s'inscrit en filiation directe avec 1995 et 2003 avec en filigrane le thème des retraites mais elle dépasse les deux précédentes par son ancrage dans la durée, l'ampleur des manifestations, le blocage d'autres secteurs d'activité. Elle les dépasse aussi sur le plan de l'auto-organisation et par son caractère politique, dans une combinaison de mouvement social et de crise politique.

Cette mobilisation constitue par sa puissance le mouvement social le plus important depuis Mai 68, dont il a retrouvé parfois les accents subversifs, y compris dans les exigences de "Changer la vie", de ré-interrogation du travail lui-même, de montée du thème de la réduction du temps de travail en même temps que s'amplifiait la mobilisation. Au-delà des retraites, le mouvement fédère les colères et les révoltes contre toutes les injustices du capitalisme financiarisé et contre l'Etat sarkozyste autoritaire et répressif. De fait, le mouvement se nourrit largement du rejet des politiques de Sarkozy. La crise politique résultant d'une délégitimation du pouvoir politique avec l'affaire Woerth-Bettencourt mais surtout avec la chasse aux Roms, orchestrée après les événements de Grenoble a produit un fort sentiment d'injustice et un sursaut citoyen dans le prolongement des mobilisations citoyennes en défense des sans-papiers. Comme en 1986 et 1995, le mouvement social s'est étendu à une partie de la jeunesse, en particulier lycéenne, sans parvenir à la mobiliser autant qu'en 2006 contre le CPE.

L'intersyndicale construite au moment du CPE, qui s'est affirmée en 2009 contre la crise a été un outil essentiel de la mobilisation et a été assez peu contestée dans son principe au sein des organisations syndicales. Si les syndicats FO et Solidaires pour des raisons bien différentes s'en sont démarqués à certains moments, ils n'ont pas pour autant rompu définitivement. Le volontarisme en termes de cadre unitaire sans exclusive de la CGT a pesé même si l'axe privilégié reste la CFDT. Mais l'idée de renvoyer systématiquement à la base la décision de la forme d'action a masqué une forme de "retrait syndical". L'absence de mot d'ordre clair de retrait et encore moins

d'appel à la grève générale reconductible ont été révélateurs de la stratégie des deux principales organisations et notamment de la CGT, même si de nombreuses équipes cégétistes ont joué un rôle moteur dans des secteurs en grève reconductible. L'orientation à la fois unitaire et "radicale" de Solidaires lui a attiré beaucoup de sympathie, en particulier parmi les jeunes salarié-e-s et devrait lui permettre d'occuper une place plus importante à l'avenir.

Si les grèves reconductibles n'ont pas vraiment pris à une échelle de masse, il y a eu une multiplication des actions de blocage (raffineries, routes, flux de combustibles, déchetteries, etc.) mises en œuvre par les collectifs interprofessionnels, expression avancée de l'auto-organisation populaire rassemblant dans les actions entreprises les différentes générations, des secteurs professionnels variés et des chômeurs. Ce mouvement a révélé une plus grande diversité d'expression de la conflictualité, des processus de radicalisation et un plus grand "répertoire d'action collective". La force et l'étendue du mouvement à Marseille et ailleurs ont exprimé un renforcement et une structuration des mobilisations sur un plan territorial. De ce point de vue, il y a eu une amplification de ces phénomènes en comparaison avec 2003 et 2006 avec une radicalisation de certaines équipes syndicales.

Dans de nombreux départements, des assemblées générales ont joué un rôle important dans les mobilisations et ont contribué à l'expression de formes d'auto-organisation. Réunies récemment à Tours, elles viennent de réaffirmer leur volonté de poursuivre la résistance sous des formes variées malgré le retrait sur la pointe des pieds de l'intersyndicale nationale.

Les collectifs unitaires citoyens qui ont engagé dès le mois de mars un travail pédagogique et d'information sur les enjeux de l'avenir des retraites n'ont pas eu la même influence que lors du TCE. Le front syndical jouant un rôle central dans la mobilisation, ces collectifs ont cependant contribué au rapprochement et à l'agrégation des forces associatives, syndicales et politiques en présence dans la mobilisation.

MOTION D'ACTUALITÉ





La centralité incontestée des organisations syndicales dans le mouvement est allée de pair avec une moindre visibilité, malgré leur présence, des partis de gauche. Comme les sociaux-libéraux en Europe, le PS partage les grandes lignes de la contre-réforme même s'il s'est prononcé contre elle, alors qu'en réalité il ne s'est opposé qu'à ses aspects les plus brutaux. Les grévistes et les manifestant-e-s n'ont pas été dupes de cette ambiguïté du PS, considérant cependant et à juste titre que le front politico-social le plus large était indispensable pour construire le rapport de forces nécessaire. Toutes les forces situées à la gauche du PS ont clairement condamné la contre-réforme sur le fond du dossier. Mais la séparation et le cloisonnement entre les sphères politique, syndicale et associative, qui renvoient à la vieille conception social-démocratie du "partage des tâches", ont été validés par le positionnement du PCF et du PG qui ont semblé attendre sagement l'échéance de 2012, comme le PS et les écologistes. La Gauche unitaire, le NPA et les Alternatifs, chacun à leur manière, ont tenu un discours différent en pointant la crise politique pour dire la nécessité du départ de Sarkozy et de son gouvernement, de la dissolution de l'Assemblée nationale et, pour les Alternatifs, de l'engagement d'un processus constituant.

Le front politico-social construit dans la mobilisation n'aura pas suffi. Après une amorce prometteuse et stimulante, il est resté au milieu du gué. Il lui aura manqué l'approfondissement et la généralisation de l'auto-organisation, à travers notamment la systématisation des assemblées générales intersyndicales et interprofessionnelles à l'échelle des lieux de travail et des territoires, ouvertes aux citoyennes et aux citoyens également mobilisé-e-s : cette auto-organisation

était indispensable pour contrebalancer les limites de l'intersyndicale nationale. Il lui aura manqué aussi la modification du rapport de forces politique à gauche : le ralliement des sociaux-libéraux -au pouvoir comme dans l'opposition- aux contre-réformes en cours ailleurs en Europe aura été le seul argument sérieux de la droite et du patronat en France pour défendre leur contre-réforme présentée comme incontournable.

C'est une pierre de plus dans le jardin des forces politiques situées à la gauche du PS : leur rassemblement demeure indispensable.

Après l'expérience très positive du LKP en Gwadeloup en 2009, un pas en avant a été fait dans l'auto-organisation et le caractère multiforme d'une mobilisation à caractère politico-sociale. Et, malgré la promulgation de la loi, le mouvement s'achève sans véritable vainqueurs, ni vaincus tant le gouvernement apparaît délégitimé sur le plan social et politique, après une mobilisation dont la popularité a été grandissante, y compris au moment des blocages et de la reconduction des secteurs les plus combattifs. ■

Pour	35,3 %
Contre	13,4 %
Abstentions	46 %
NPPV	5,3 %

Votes statutaires

Rapport d'activités politique

Pour : 97,7%

Contre : 00 %

Abstentions : 2,3 %

NPPV : 00%

Quitus du trésorier national

Pour : 88,3%

Contre : 00%

Abstentions : 9,4 %

NPPV : 2,3 %

POLE EMPLOI

Dans une période de hausse continue et forte du chômage et d'explosion de la précarité, alors que la surcharge de travail des salariéEs de Pôle Emploi s'accroît, le gouvernement annonce la suppression de 1800 emplois.

Cette politique ne fera qu'accroître la souffrance des personnels. Elle casse encore plus le service public de l'emploi et contribuera à livrer à des officines privées, largement subventionnées, le reclassement des chômeurs/ses .

En opposition à cette politique qui culpabilise les chômeurs/ses sans combattre les causes du chômage, les Alternatifs

soutiennent l'action des personnels du Pôle Emploi, et leur convergence avec les luttes des chômeurs/ses.

Ils réaffirment par ailleurs leur opposition au RSA et leur proposition d'une Sécurité Sociale Professionnelle, financée par les entreprises qui permette le maintien des droits sociaux et de la rémunération des salariéEs licenciéEs , ainsi que la mise en place d'un revenu pour les personnes sans emploi. ■

Pour :	95,6%
Contre :	00 %
Abstentions :	2,2 %
NPPV :	2,2 %

Évolutions du capitalisme

La financiarisation de l'économie, la crise écologique - notamment le réchauffement global et dérèglement climatique - leurs conséquences, les contradictions

LE CAPITALISME APRÈS DEUX ANS DE CRISE MONDIALE.

La crise financière de 2008 a éclaté après plusieurs crises de moindre ampleur mais rapprochées. Par son ampleur, la crise actuelle est la plus forte depuis celle des années 30 ; si ses conséquences sont moindres, pour le moment, elle est loin d'être terminée. La bulle de l'Internet en mars 2000 a été la dernière espérance d'une accumulation basée sur des moyens de production couplée à une forte montée du capital immatériel. Son éclatement a enterré cet espoir et renforcé le caractère financier et spéculatif du capitalisme par une course sans précédent à la réalisation de flux de trésorerie libres pour les entreprises permettant d'augmenter significativement les dividendes (entre 2000 et 2007, ceux-ci ont progressé de 73% dans notre pays). La contrepartie de cette orientation a été une nouvelle pression sur les salaires, pression qui impose aux classes populaires et à une part croissante des couches moyennes d'emprunter toujours plus pour survivre. Ainsi, en France, et sur la même période, les encours de crédits de trésorerie aux ménages ont progressé de 43%.

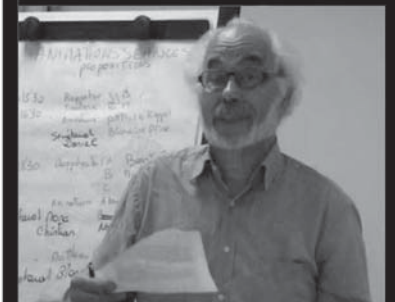
Un tel moteur d'accumulation financière basé sur des créances n'a de sens que si ces créances sont recouvrables. C'est aux États-Unis, dans le pays où ce cours a été le plus exacerbé, que la crise de la dette privée a explosé sous la forme de crise des *subprimes* suite à l'abus de prêts « pourris » à des ménages vulnérables et insolubles, entraînant au passage une grave crise sociale. La titrisation de ces crédits a diffusé ceux-ci à la totalité de la planète financière, provoquant un risque de faillite généralisée de l'ensemble du système bancaire par effet de contagion. La faillite de Lehman Brothers a provoqué alors une panique induisant une chute drastique des encours bancaires qui a fait basculer le monde dans la récession à la fin de 2008. C'est alors que ce qui

paraissait invraisemblable un mois plus tôt s'est produit : les États se sont portés au secours du capitalisme en injectant de l'argent public dans certains établissements et en lançant des plans de relance gigantesques pour contrer la récession à venir. La dette publique prend alors le relais de la dette privée pour aider le capitalisme.

Pour autant, cette séquence ne change nullement l'interrogation sur le cours à venir d'un capitalisme financier basé sur une accumulation de créances : celles-ci sont-elles tenables ? C'est ainsi que la spéculation se portera sur la dette européenne et son maillon le plus faible : la Grèce. Le choix pour ce pays : tenter de rassurer les marchés, donc mettre en place un plan d'austérité draconien aboutissant à une baisse immédiate moyenne des salaires de 15% ou refuser les demandes des marchés sur la résorption du déficit quitte à ne pas honorer une échéance de remboursement d'emprunt. C'est la première option qui a été choisie et le peuple grec paye aujourd'hui très cher ce choix. Cette alternative est aujourd'hui celle qui se pose à toutes les économies occidentales, y compris la nôtre :

- Ou bien conforter les marchés financiers et les possédants par des plans d'austérité, par de nouvelles privatisations de services publics, par une précarisation des emplois, par une baisse des salaires, des retraites et de la protection sociale tant dans le privé que le public.

- Ou bien engager une véritable politique de réponse aux besoins sociaux et écologiques. Cette deuxième option suppose de redéfinir et de partager équitablement les richesses et les ressources. Elle peut ouvrir la perspective d'une remise en cause totale du régime capitaliste et marchand. Faute d'une force politique anticapitaliste portant un projet alternatif, ce sont aujourd'hui les classes populaires qui payent les conséquences de la crise. La contre-réforme des retraites,





devenue emblématique du quinquennat de Sarkozy, s'inscrit dans ce cadre : en imposant aux salariés de travailler plus longtemps, on s'interdit de rechercher de nouvelles sources de financement et donc de remettre en cause les profits. Pour autant, ces profits ne pourront aujourd'hui se renouveler et repartir à la hausse que si l'endettement des ménages et des États reprend, ce qui est aujourd'hui impossible à cours terme... à moins qu'un nouveau moteur d'accumulation ne se mette en place, hypothèse caressée, pour la France, par la Commission Attali sur la croissance. Actuellement, les firmes de l'énergie et des matières premières font preuve d'une grande agressivité entre elles et vis-à-vis des pays concernés, avec de graves conséquences écologiques et sociales (accaparement des terres, destruction de forêts, agro carburants...). Si la gauche n'est pas en mesure de proposer un projet alternatif, les mouvements d'extrême droite dévoieront la colère légitime en imposant leurs réponses xénophobes et racistes, comme on le constate déjà dans plusieurs pays européens à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

A ce jour, le développement du capitalisme vert nous est présenté comme étant le seul espoir de voir émerger un nouveau moteur d'accumulation : la reconversion écologique de nos économies nécessite effectivement, si la logique économique reste la même, des vagues d'investissements gigantesques et une forte capacité d'innovation. Mais que l'on ne s'y trompe pas, la reconversion écologique de la production induira probablement des pertes de productivité, qui, si non compensées par des gains de productivité par ailleurs (secteurs reconvertis ou autres), rentreront en contradiction avec la valorisation actuelle du capital. De ce point de vue, il y a un

fort potentiel de tension entre les acteurs de ce « capitalisme vert » et les autres, tension qui peut laisser présager que celui-ci n'opérera qu'à la marge et ne sera nullement capable d'assurer un nouveau moteur de croissance et encore moins une reconversion écologique de nos productions

Dans le même temps, les pays dits émergents, devenus puissances capitalistes (Chine, Brésil et Inde principalement) apparaissent comme les détenteurs de la clé d'une nouvelle croissance mondiale : pour la première fois dans l'histoire, ces pays ont subi cette crise avec moins de conséquences que les pays occidentaux. Mieux, ils sont en train de réorienter progressivement, sous des formes diverses et variées, leurs économies vers la consommation intérieure quitte à importer de nouvelles matières premières en provenance de leurs nouvelles zones d'influence (cf. la Chine en Afrique). Certes le chemin reste long (fragilité des économies chinoise et indienne) mais cette tendance se confirme, imposant de nouvelles conditions de concurrence entre pays et firmes, avec de graves conséquences pour les pays du centre et des risques de conflit (financier et monétaire, voire politique).

Le rôle des États-Unis comme moteur de l'économie mondiale est amoindri ; c'est un monde multipolaire qui s'affirme chaque jour davantage. Les grands pays dits émergents jouent non seulement un rôle croissant dans l'économie mondiale mais aussi sur le plan géostratégique en particulier au sein du G20. Les effets en sont contradictoires : ils affaiblissent l'Empire mais ne contestent pas le capitalisme mondialisé et prennent leurs distances avec les autres pays du Sud. Cette situation accroît l'instabilité et

MOTION RENFORCEMENT ET RENOUVELLEMENT DE L'EXÉCUTIF

Le congrès des Alternatifs mandate la coordination générale pour engager dès à présent le processus de renforcement et de renouvellement de l'exécutif.

La coordination veillera à la mise en œuvre de modes de fonctionnement de l'exécutif, permettant de réussir cet élargissement et renouvellement. Le processus devra être achevé en 2012. Le congrès mandate la coordination générale à mettre en débat et à statuer sur le cumul de fonctions de responsabilités dans une autre organisation politique.

Pour 92,3 %
Abstentions 7,7 %

SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

Les Alternatifs réunis en congrès les 12, 13 et 14 novembre 2010 à Rouen :

- réaffirment leur soutien à la lutte que mène le peuple sahraoui pour son indépendance depuis 1973,
- dénoncent la colonisation marocaine au Sahara occidental, -réprouvent l'attitude de blocage systématique du gouvernement marocain qui refuse l'application des résolutions de l'ONU qui demandent, depuis 1988, un référendum d'autodétermination,
- dénoncent la répression dont sont victimes les populations sahraouies, en particulier les habitants des villages de tentes de la périphérie de Laâyoune ces derniers jours qui ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés,
- demandent la libération de tous les détenus politiques sahraouis.

Voté à l'unanimité

fragilise le capitalisme comme mode de domination planétaire. La période est donc propice à des affrontements de masse entre les forces sociales dominées et les classes ou groupes dominants, voire des séquences révolutionnaires au Nord comme au Sud. Cette crise multidimensionnelle doit nous amener à remettre en cause un modèle économique basé sur une croissance continue qui épuise les ressources terrestres sans permettre le développement social et humain.

LES RÉPERCUSSIONS DU CAPITALISME ACTUEL ET DE SA CRISE AUX PLANS SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, DÉMOCRATIQUE, HUMAIN ET INTERNATIONAL

Sur le plan social

La situation

Elle résulte à la fois de la dynamique du capitalisme depuis deux décennies et de l'éclatement de sa crise depuis deux ans avec, pour ces deux phénomènes très liés, des situations contrastées entre les pays riches ; et ceux de la périphérie, dits émergents ou non. Il en résulte de nouvelles conditions d'exploitation et de nouveaux rapports interrégionaux.

Depuis deux décennies l'évolution du capitalisme est marquée par la financiarisation et par la globalisation : la financiarisation entraîne un accroissement de la part des profits dans le partage de la valeur ajoutée et occasionne, couplée à la spéculation, diverses crises de plus en plus fréquentes (Mexique, Asie ...) pour se conclure par la crise actuelle.

La globalisation entraîne, à la fois par le canal des flux financiers et par la mise en concurrence des différentes économies, une pression très forte sur les systèmes sociaux du centre : forts niveaux de chômage, remise en cause des acquis sociaux ainsi qu'un développement très inégal dans les pays émergents et un appauvrissement des pays déjà pauvres.

Dans ce contexte, la crise amplifie les remises en cause engagées depuis deux décennies avec un niveau particulièrement aigu en termes de salaires, de retraite et d'emplois pour les pays, notamment européens, fragilisés face aux marchés financiers par leurs choix antérieurs et leur situation : Grèce, Espagne, Portugal, Irlande... Globalement, les pays pauvres souffrent encore davantage sur les plans alimentaire et écologique. Ces conditions aboutissent à une forte aggravation des conditions de vie d'une grande partie de la population de ces pays, poussant à

l'émigration et/ou à des révoltes.

Au Sud comme au Nord, sauf exceptions, le mode de croissance des dernières décennies et la crise globale du capitalisme, y compris dans ses dimensions écologique, alimentaire et politique, accroissent les inégalités et les exclusions entre les pays et au sein de chacun d'entre eux.

En ce qui concerne la France, on estime à 1 million le nombre d'emplois supprimés depuis 2007 dans le secteur privé auxquels il faut ajouter les réductions massives de postes dans la fonction publique. La population active la plus touchée est la plus vulnérable et la moins qualifiée : femmes, jeunes, ouvriers, issus de l'immigration.

En 2010, le constat concernant les inégalités hommes-femmes dans la société est toujours accablant. L'offensive ultralibérale contre les acquis sociaux, les services publics, les droits et les libertés démocratiques fragilise encore plus les femmes déjà touchées par les discriminations et les inégalités persistantes malgré quelques avancées.

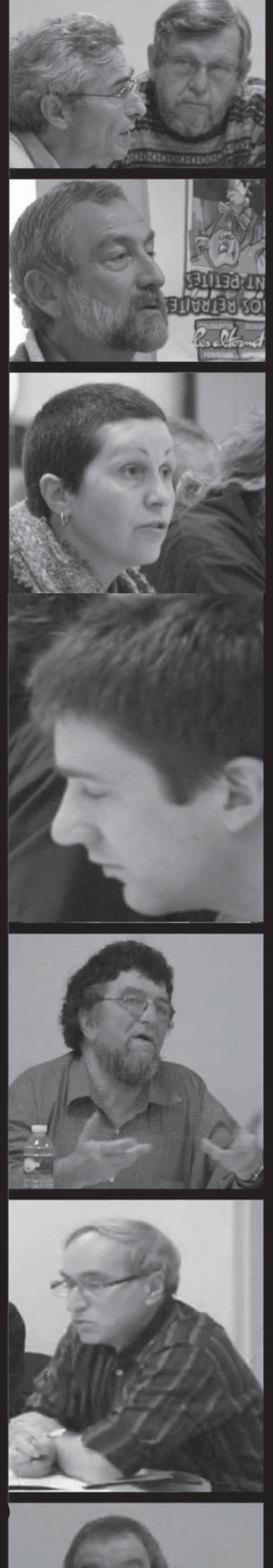
Les réactions

La crise globale et ses diverses conséquences ou facettes n'ont pas entraîné de très fortes mobilisations concertées à une échelle européenne.

En France, les fermetures d'usines ont entraîné des luttes parfois dures et défensives sur les emplois, débouchant plus souvent sur une négociation des indemnités de licenciement qu'au maintien des emplois. Le thème de la reprise autogestionnaire de la production, quoique marginalement évoqué, n'est guère utilisé pour contrer les plans du patronat. Par ailleurs, le patronat est parfois en mesure d'imposer voire faire avaliser le chantage « emploi contre salaires ou durée du travail » (Continental dans la région de Toulouse le 14 septembre 2010).

On note des réactions généralement ponctuelles parfois fortes comme en Grèce contre l'austérité. En France, la force du mouvement pour la défense des retraites pourrait déboucher sur une remise en cause du pouvoir sur fond de crise politique. Récemment, l'ampleur des manifestations en Espagne et la première manifestation européenne contre les politiques régressives indiquent un certain élargissement de la mobilisation.

Sur le plan international, des luttes pour une amélioration des salaires se développent en Chine, au Bangladesh. Par ailleurs la situation alimentaire reste précaire, et 40 pays ont connu des révoltes de la faim en 2007 et 2008, plus récemment au Mozambique...



Au plan écologique

La situation

En 2010, après l'échec du sommet de Copenhague sur le climat, et l'inconséquence du Grenelle de l'Environnement, la détérioration de la situation écologique et sociale n'a fait que se confirmer.

Les gigantesques feux de forêts et de tourbières de cet été en Russie, en particulier autour de sites nucléaires russes, au moment même d'un gravissime accident de plate-forme pétrolière aux États-Unis, constituent une illustration emblématique de l'exacerbation des menaces immédiates qui pèsent sur l'ensemble de la planète.

Celles-ci s'inscrivent pleinement dans l'évolution de l'impact écologique du système capitaliste fondé sur la marchandisation et le productivisme pour le maximum de profit à court terme. Ces processus peuvent se développer sans grandes contraintes des institutions internationales et des États qui, par faiblesse ou intérêt, laissent se poursuivre à peu près les stratégies en place : prédation des ressources naturelles, modification du climat, pollutions... Les timides inflexions portées par l'Europe ou les propositions des États-Unis depuis l'élection d'Obama sont plus négatives que positives : marché des droits à polluer, développement des agrocarburants... Dans ce contexte, les principaux pays émergents peuvent continuer leur développement presque sans précaution : la Chine pour son industrie et son charbon, le Brésil pour son agriculture, la Russie pour ses ressources énergétiques...

La majorité des pays du Sud subissent une double peine climatique : fortement victime du changement climatique, leur développement pourrait être bridé ou perturbé par ce que voudrait leur imposer le Nord (« mesures de développement propre », agrocarburants, ...)

La dégradation des ressources naturelles et la hausse du coût de l'énergie touchent particulièrement les plus pauvres, sur lesquels se répercutent sensiblement les atteintes à la biodiversité. Les stratégies des firmes transnationales (accaparement des terres agricoles, déforestation, brevetabilité du vivant, imposition des OGM, production de monoculture ou d'agrocarburants...) tendent à rendre impossible l'autonomie alimentaire.

Les résistances

Elles restent pour l'instant limitées et de plusieurs types. On peut noter une large mobilisation thématique à l'échelle quasi-planétaire à propos du climat pour Copenhague, suivie par la rencontre de Cochabamba ; ces deux mobilisations peuvent ouvrir un front anticapitaliste, géographiquement large, d'un nouveau type si les mobilisations reprennent à la suite du prochain sommet de Cancun (ce qui n'est pas du tout garanti). Certaines luttes paysannes ou plus larges (peuples indigènes, certaines ONG...) portent aussi un autre projet de répartition et d'usage des ressources. Surtout, la très intéressante initiative de l'Équateur à propos de Yasuni permet l'interpellation concrète des autres pays.

Des pratiques professionnelles menées dans le cadre d'organisations (commerce équitable, circuits courts, coopératives...) ou de techniques alternatives (agriculture biologique...) constituent des réponses porteuses de sens. Mais là aussi, le capitalisme veut s'emparer de ces nouveaux créneaux ou niches (voir texte de la commission Agriculture et Alimentation sur l'agriculture biologique). De nombreux individus ou groupes de citoyens développent des pratiques alternatives (« simplicité volontaire » ...).

Sur le plan idéologique, l'image du capitalisme et des possédants est fortement écornée, notamment sous l'angle écologique, sans que les critiques et les contre-propositions aient fait émerger un projet alternatif, rouge et vert.

Élection de la commission de médiation et de contrôle financier

Stéphane BELLOY	93
Christian DELORD	30
Daniel ROMET	07-26
Patrick FODELLA	06
Pierre HEBERT	76

La prochaine coordination générale aura lieu les 15 & 16 Janvier 2011

Sur le plan de la politique et de la démocratie

La situation

Mis à part quelques rares exceptions, on constate, parallèlement à la crise du capitalisme, des atteintes graves à la démocratie :

- L'exclusion de la citoyenneté d'une partie importante de la population résidant en France : de plus en plus de personnes n'ont pas accès aux droits fondamentaux (logement, santé, éducation) faute de revenu régulier ou suffisant. Ces précaires se trouvent, de fait, exclus de la société, tant sur le plan économique que sur le plan politique, ce qui pose un grave problème de démocratie.

- Le problème concerne aussi les étrangers. Les résidents de l'UE ne votent qu'aux élections municipales et européennes et les étrangers non communautaires sont privés du droit de vote. Ceci n'incite pas les élu-e-s à tenir compte de leurs besoins légitimes.
- La crise de la démocratie représentative : d'une façon générale, la démocratie représentative éloigne les citoyen-ne-s du lieu de prise de décisions et empêche leur contrôle sur les politiques.

À cela s'ajoute une mainmise de plus en plus importante de la finance et des marchands d'arme sur les médias et une collusion de fait entre le pouvoir politique et le pouvoir de l'argent. Une fois les élections passées, la plupart des élu-e-s « oublient » leurs promesses électorales. Ils cherchent à rentabiliser leur mandat en le transformant en profession : d'où le cumul des mandats et leur prolongement dans le temps. À ceci s'ajoute l'importance démesurée accordée aux « experts ».

Cette expertise est souvent instrumentalisée à des fins politiques au détriment des choix citoyens.

- Le caractère autoritaire du capitalisme, lui-même aggravé dans le cas de la France et de l'Italie au moins, par le passage à un État raciste et xénophobe tel qu'il s'est révélé chez nous par les discours et les décisions de l'été 2010.

- Le racisme sous ses différentes formes : les extrêmes droites européennes se renforcent au fil des élections et commencent à entrer dans des coalitions de gouvernement. Imposant aux populations des politiques inacceptables et qui traduisent un changement complet de modèle de société, les gouvernements font le lit des idées racistes. Ce qui, jusqu'à maintenant, était considéré comme indicible entre désormais dans le débat public en particulier avec la désignation de boucs émissaires qui rappelle les

moments les plus noirs de notre histoire.

- Le cadre européen : la commission européenne continue à prendre l'essentiel des décisions concernant les politiques publiques et économiques des différents États. Le renforcement du pouvoir du parlement n'a pas véritablement rapproché le lieu de décision des citoyen-ne-s. La désaffection pour les élections européennes montre bien que la population ne voit pas en lui un outil de démocratie.

- Le pouvoir des organisations internationales libérales (OMC, FMI, BM) face à la faiblesse de l'ONU. S'y ajoute désormais le pouvoir des agences de notation qui n'ont aucune légitimité. Les groupements tels que G8 et G20 se sont auto-désignés comme institutions de « gouvernance » du monde en dehors de tout contrôle populaire en vue de marginaliser les prérogatives de l'ONU.

Les ripostes

Face à l'exclusion, aux effets du pouvoir économique et des choix de la droite (illustrée notamment par la politique du pilori), les ripostes se construisent sur deux thématiques conjointes aujourd'hui mais potentiellement contradictoires demain : un républicanisme désuet sans perspective et une « démocratisation radicale de la démocratie » plus féconde dans une optique autogestionnaire. Beaucoup d'initiatives concrètes sur le plan économique et de luttes plus spécifiquement syndicales ou politiques prolongent et appuient cette évolution idéologique. Mais les ravages de la marchandisation et de la mise en concurrence des individus restent les plus forts.

Sur le plan humain : survivre au quotidien

Le capitalisme entraîne une lutte pour la survie ou pour maintenir un niveau de vie digne et acceptable. Il engendre, de plus en plus, une dégradation des rapports humains et familiaux, les premier-e-s « impacté-e-s » étant les jeunes, les parents isolés, les retraité-e-s. Avoir un CDI relève de l'exploit. Dans sa course au profit à court terme, le capitalisme pressure un salariat exploité et précarisé. Il rend difficile la défense collective des travailleur-ses-s. Les situations financières fragiles des travailleur-se-s sont encore aggravées par une société d'encouragement à la consommation, par la cherté, le démantèlement et l'accessibilité difficile des biens communs et des services publics (santé, logement, énergie, transports, etc.), et par la raréfaction ou l'inexistence d'espaces d'épanouissement personnel, familial ou collectif susceptibles de contribuer à une transformation sociale.





Cette atomisation provoque une grande souffrance au travail. Certain-e-s, parmi les plus jeunes, sortent délibérément du système de consommation, d'autres expriment leur impuissance, par la prise de psychotropes ou la fuite dans le jeu, ou encore en recourant à des actes désespérés allant jusqu'au suicide. Cet aspect n'est pas encore pris en compte par les organisations syndicales ou politiques et reste souvent confiné à la sphère médicale et privée.

Sur le plan international (esquisse partielle)

Les changements en Amérique latino-indienne

Le long cycle de conflits et de mobilisations de contestation du modèle de domination néolibéral a permis d'instaurer un changement des rapports de force en Amérique latino-indienne. L'accumulation de forces des mouvements sociaux a permis l'élection de nouveaux gouvernements et de faire pression sur les pouvoirs en place :

- Convocations des assemblées constituantes au Venezuela, Bolivie et Équateur
- Nouvelles constitutions : réformes des institutions, instauration de la démocratie participative, exercice d'un pouvoir populaire.
- Socialisation des ressources naturelles et parfois des services publics.
- Rupture avec la logique de la doctrine Monroe et multiplication des échanges entre les mouvements sociaux en ce début du XXI^e siècle avec l'altermondialisme

L'Amérique Latine est devenue le principal foyer de résistance à la mondialisation capitaliste et à l'hégémonie de l'Empire étatsunien.

Mais si ces ruptures sont réelles, elles ne s'avèrent pas suffisantes pour rompre globalement avec le modèle de domination capitaliste : la part du secteur privé dans le PIB progresse au Venezuela ; les constitutions adoptées ne se traduisent pas toujours par des lois sur la gestion publique du bien commun (l'eau en Equateur) ; la socialisation par la nationalisation des services publics sans contrôle populaire ne résout pas tous les problèmes (CANTV télécoms au Venezuela), etc.

L'approfondissement des processus en cours dépend en grande partie de la radicalisation des mouvements sociaux pour renforcer le pouvoir populaire, l'articulation entre les pouvoirs

constituants et constitués, l'appropriation sociale et la gestion démocratique des moyens de production et l'exploitation raisonnée des ressources pour préserver les équilibres naturels.

Mais rien n'est jamais définitivement acquis. La droite relève la tête, parfois de la pire manière comme lors du putsch au Honduras (juin 2009) et les bruits de bottes au Paraguay mais également par la voie des urnes avec la victoire de Piñera au Chili et sa consolidation en Colombie. Cependant, la récente victoire de Dilma Rousseff au Brésil permet de ne pas affaiblir l'ancrage à gauche du sous-continent, de préserver les avancées et les équilibres actuels. Les processus de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les peuples de l'Amérique) ou le projet d'une banque du Sud et d'une monnaie commune témoigne de la contestation maintenue de l'hégémonie étatsunienne sur l'Amérique latino-indienne.

L'affirmation d'un mouvement indigène amazonien (notamment au Pérou) vient renforcer le mouvement indigène andin dans l'affirmation de la souveraineté des peuples originaires pour un contrôle effectif des ressources naturelles et de leur cadre de vie. Cette présence indigène forte a contribué au succès du Forum Social Mondial de Belém en janvier 2009.

L'altermondialisme

Le mouvement altermondialiste continue de progresser au niveau mondial en s'ancrant toujours davantage dans les continents du Sud. Le combat contre le réchauffement climatique, à l'image de ce qui s'est déroulé à Copenhague et à Cochabamba peut contribuer au renforcement des mobilisations planétaires.

En revanche, le mouvement altermondialiste européen semble englué et peine à se structurer, mais surtout à s'élargir comme en témoigne le bilan en demi-teinte du Forum Social Européen d'Istanbul qui n'est pas parvenu à effacer l'échec du Forum Social Européen de Malmö en 2008. La faiblesse du mouvement altermondialiste européen est essentiellement due à son incapacité à fédérer le mouvement syndical et les différents courants écologistes et ce même si des mobilisations importantes existent (mouvements sociaux contre la dette, pour la défense des systèmes de retraite, succès de l'Euromanif à Bruxelles du 29 septembre, journée européenne de la Marche mondiale des femmes, contestation anti-nucléaire en France et en Allemagne, manifestation contre le racisme et la xénophobie, renouveau des mouvements syndicaux notamment dans les pays d'Europe centrale, LGBT, mobilisations sur le thème du climat).

Organisation et démarches politiques

UN PARTI-MOUVEMENT

La mise en œuvre de notre projet implique une organisation politique d'un type nouveau dans sa construction et dans ses relations avec le mouvement social et les forces politiques de transformation sociale et écologique.

La nécessité d'une nouvelle forme d'organisation politique

Le choix d'aller vers un parti-mouvement découle pour les Alternatifs de leur référence à l'autogestion et du bilan critique des partis issus du mouvement ouvrier des deux siècles précédents et des partis écologistes nés à la fin du XX^e siècle.

Les premiers ont joué un rôle majeur dans l'expression du socialisme comme projet de société ainsi que dans l'organisation et la représentation de la classe ouvrière et du monde du travail à une échelle de masse.

Les seconds ont permis l'émergence et favorisé l'expression à une échelle plus modeste mais néanmoins significative d'un élément essentiel du projet alternatif : l'Écologie.

Les uns ont cependant échoué, soit - pour les communistes - dans la capacité à construire une société d'émancipation alternative au capitalisme, soit - pour les sociaux-démocrates - à dépasser celui-ci ; les autres ont échoué à ce jour à dépasser le capitalisme y compris dans sa dimension productiviste.

Leurs succès ne peuvent cependant pas être négligés : les concessions du capitalisme aux aspirations populaires et écologistes s'expliquent surtout par les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes, mais aussi par la force électorale et l'action y compris institutionnelle de ces partis, malgré toutes leurs limites (et le caractère récent de cette action en ce qui concerne les partis écologistes).

Ces partis et ceux qui se revendiquent de leur continuité sont cependant profondément discrédités.

Ce discrédit repose non seulement sur leur panne de stratégie et de projet alternatif, mais aussi sur leur institutionnalisation, leur bureaucratisation, leur fonctionnement pyramidal et autoritaire qui s'ajoutent à des pratiques électoralistes et clientélistes. Ces traits négatifs prolongent l'héritage

déjà lourd du « parti-dirigeant » ainsi que des manipulations des luttes et des structures associatives et syndicales qui en ont découlé.

Elles s'accommodent encore, par ailleurs, du vieux « partage des tâches » : les luttes restent l'affaire des syndicats et des associations, les partis se réservant la prétention au débouché politique et à sa traduction électorale.

Dans ces partis, le débat politique y est, paradoxalement, rare ; comme dans les partis bourgeois, l'activité politique y est monopolisée par les élections et souvent conçue comme une activité professionnelle liée en général à l'exercice de plusieurs mandats électifs. Le renforcement, le développement ou la survie de l'appareil devient l'activité centrale et détermine souvent les orientations politiques. L'évolution du cycle électoral (passant de 7 à 5 ans), en densifiant le calendrier des élections, a rendu la question électorale encore plus pesante voire absolument centrale pour les partis traditionnels, mais aussi, dans une moindre mesure, au sein des Alternatifs.

Ces partis ont donc une fonction paradoxale : ils se veulent partis politiques mais organisent à leur manière la dépolitisation des masses et la confiscation de la politique à leur profit.

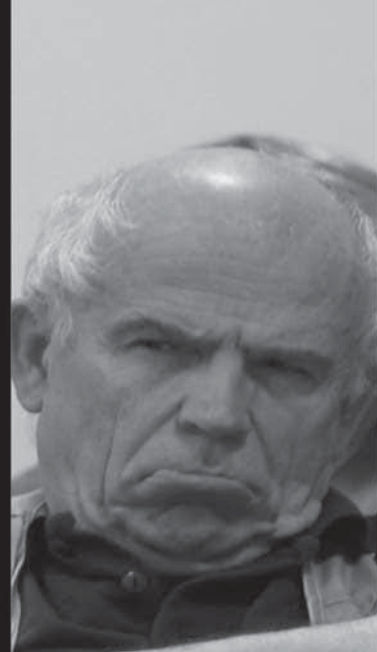
La crise de la représentation politique et de la politique elle-même trouve là une de ses explications majeures.

L'option du parti-mouvement est une option difficile et exigeante :

- Elle se fonde sur la nécessité d'une organisation politique, à même de procéder à l'élaboration d'un projet alternatif, à une synthèse « généraliste » s'enrichissant des apports et contributions des structures associatives et syndicales.

- Elle intègre la crise de la forme « parti » et relève le défi de la construction d'une organisation politique d'un type nouveau avec les pratiques et le fonctionnement d'un mouvement en rupture avec les partis classiques mais la volonté d'assumer les fonctions de socialisation, de mémoire et d'ancrage populaires des partis d'autrefois.

Le parti-mouvement de demain ne prétendra pas jouer le rôle d'un parti-guide : ses militantes participeront aux mobilisations sans les instrumentaliser ;





il exprimera la synthèse « généraliste » à laquelle il sera parvenu ; il renoncera à toute prétention à diriger ou orienter syndicats et associations ; il établira avec ces structures des relations de coopération horizontale et d'égalité. Il renoncera au fonctionnement pyramidal et autoritaire ; il mettra en pratique sa référence autogestionnaire dans sa vie interne. Le parti-mouvement politique dans lequel nous sommes, tout comme le militantisme associatif, permet à des individus de se réunir collectivement afin de tendre vers un objectif commun mais aussi doit être un moyen d'émancipation individuelle. Or cette émancipation passe par un partage des responsabilités et une confiance mutuelle apportée. Les Alternatifs devront traduire au plus vite ce principe dans leur règlement intérieur.

Le parti-mouvement ne pourra en aucun cas résulter du simple dépassement d'une force politique existante sous un nouveau nom, mais de la convergence de plusieurs forces et de cultures politiques diverses.

Ces principes fondamentaux ont un lien direct avec la référence des Alternatifs à l'autogestion, à la fois dans sa dimension de pratique sociale immédiate et dans l'optique de donner à voir ce que peut être l'autogestion de demain, au cœur du projet alternatif.

Un parti-mouvement donnera la priorité à une présence forte dans les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes et altermondialistes, ainsi que dans les expériences autogestionnaires.

Dans les premières, se construit la combinaison des résistances à l'ordre établi, aux dominations, aux exploitations, de la contre-offensive dans la perspective des ruptures anticapitalistes et du projet alternatif.

Dans les secondes, se joue la construction d'une hégémonie autour de la capacité des hommes et des femmes à prendre leurs affaires en mains, à inventer d'autres relations sociales anti-hiérarchiques et anti-autoritaires, à décider de leur avenir, à dessiner les contours de la société alternative, et par là-même à préparer les ruptures anticapitalistes nécessaires.

Un outil pour l'émancipation

Fondamentalement, la présence d'hommes et de femmes d'un parti-mouvement dans les institutions n'a de sens que dans une triple optique :

- favoriser et relayer ces mouvements sociaux et ces mobilisations citoyennes, ces expériences autogestionnaires dans tous les domaines ;
- réorienter radicalement les politiques publiques dans le sens des solidarités,

de l'écologie, du féminisme et de l'autogestion ;

- agir pour rompre avec la confiscation de la politique par des professionnels et favoriser la socialisation de la politique : celle-ci doit être l'affaire de toutes et de tous.

C'est bien là la fonction d'une organisation alternative : dans une double tension, proposer des outils politiques à de nouveaux espaces et importer ces batailles dans l'espace politique classique.

C'est à nous de prendre au sérieux ce que les autres organisations ignorent ou méprisent. Il s'agit de développer les acquis de la gauche alternative ; celle qui a pris en compte l'apport décisif du féminisme et de l'écologie quand les autres courants politiques n'y voyaient que fronts secondaires.

Nombreux-ses sont celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans les formes traditionnelles des organisations politiques. Cela tient bien sûr aux références historiques auxquelles ces partis renvoient, mais aussi à une forme d'organisation interne, de lien avec la société et de mode de fonctionnement qui n'assurent pas l'égalité des sexes, un fonctionnement et une place acceptables pour les femmes.

La société est composée d'hommes et des femmes et leur place en tant que groupes sexués n'est pas la même. Il existe un groupe qui domine l'autre, et cela se traduit par le maintien des inégalités, dans la sphère publique comme dans la famille.

Les Alternatifs se revendiquent autogestionnaires et féministes : ils s'organisent de façon à remettre en cause, dès aujourd'hui, dans leurs modes de fonctionnement ce qui entrave l'avancée vers l'égalité.

La parité est pour nous un des moyens transitoire à mettre en œuvre, dans tous les domaines : dans les listes électorales avec un nombre convenable de places éligibles, dans les délégations extérieures, dans les tribunes lors des réunions publiques. La pénalisation financière des organisations politiques qui ne l'appliquent pas n'est pas suffisante. La parité doit devenir la règle.

Le non cumul des mandats et la limitation de leur durée (encadrer le nombre de mandats successifs) est un autre moyen de parvenir à rajeunir et féminiser les élu-e-s.

Nous revendiquons à ce titre la mise en place d'un statut de l'élu-e qui permette aux femmes d'assurer leur mandat et donc les incite à s'engager.

Mais nous n'attendons pas que la société ait suffisamment évolué pour nous appliquer à nous-mêmes ces principes. Quelles que soient les circonstances, les regroupements auxquels nous

participons, nous défendons et nous appliquons ces valeurs : pour nous, féminisme, autogestion et démocratie sont intimement liées dans nos pratiques et doivent pouvoir être interrogées par celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans les fonctionnements des organisations traditionnelles.

Au fil du temps, nous avons progressé par un certain nombre de pratiques internes : un porte-parolat paritaire, des délégations mixtes, des horaires de réunions compatibles avec la présence du plus grand nombre, un secrétariat tournant pour la coordination générale, des formes de discussion adaptées (commissions, temps de parole contraint, intercalant une intervention de femme et une intervention d'homme quel que soit le moment de l'inscription dans le débat...). Et parce que le féminisme n'est pas le domaine réservé des femmes, notre commission nationale est mixte.

À nous d'investir plus encore les débats qui traversent l'économie solidaire et le commerce équitable.

À nous de proposer un questionnement général sur la propriété aux réseaux, sur le Copyleft, la gratuité, le contre-don et l'économie alternative.

À nous d'interpeller les militants des AMAP, des SEL, des réseaux solidaires, du co-habitat et de nous interroger sur ce qu'impliquent ces nouveaux champs politiques, sur nos analyses du rôle de l'État, de l'organisation de la société, de la valeur du travail.

À nous de pousser les débats avec les militants du développement de transports alternatifs, du revenu universel.

À nous de demander ce qui doit changer dans le discours politique à gauche en regard des luttes pour la syndicalisation des précaires, de l'émergence de nouveaux courants féministes intégrant culture *queer* et transgenre.

À nous de prendre à bras le corps la question des nouvelles « classes dangereuses » et l'émergence dans l'espace public d'un prolétariat issu de l'immigration relégué et discriminé.

À nous de lutter contre le tout sécuritaire, la systématisation de structures comme les BAC, le fichage, la vidéosurveillance, le cloisonnement de tous les espaces publics.

À nous de nous impliquer dans une réflexion sur les espaces ignorés par les courants politiques orthodoxes (squats, espaces alternatifs, communautés rurales) dans le cadre de la politique de la ville.

À nous les questions de réquisitions, de « redistribution sociale ».

À nous les coopératives démocratiques, l'enjeu de la démocratisation des médias,

les nouveaux médias, les médias alternatifs. .

À nous la bataille des Anti-pubs, anti-tout-conso et de l'objection de croissance.

À nous les champs où se croisent politique et culture.

À nous les perspectives des nouvelles formes d'organisations dans les luttes.

Notre énergie militante doit être plus encore tournée vers ces nouveaux enjeux, à politiser ces milieux, à proposer à ces militants une grille d'analyse politique cohérente et globalisante et à porter leurs revendications, les questionnements induits par leurs nouvelles pratiques dans le champ politique, vers le plus grand nombre.

La radicalité de nos propositions n'est pas de l'ordre du témoignage. Elle s'inscrit dans la perspective d'un projet émancipateur majoritaire que l'évolution de la société rend aujourd'hui possible.

UN FRONT POLITICO-SOCIAL LARGE

Un front politico-social en œuvre dans les mobilisations

La mobilisation sur les retraites a illustré le front politico-social large considéré par les Alternatifs comme une exigence absolue générale et qu'on peut relier plus fondamentalement à la nécessité, au-delà des résistances aujourd'hui vitales, de construire un bloc social majoritaire pour la transformation sociale et écologique.

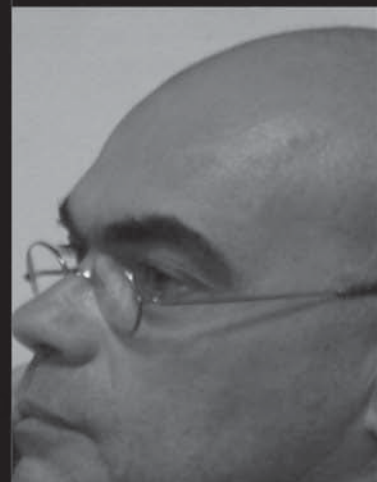
Quelles que soient ses limites et ses ambiguïtés, ce front politico-social large a pris la forme de l'unité des organisations syndicales, relayée par l'ensemble de la gauche politique, complétée et stimulée par un réseau de collectifs citoyens ou de comités unitaires dans les villes et les départements grâce à l'impulsion donnée par l'appel d'ATTAC et de la Fondation Copernic.

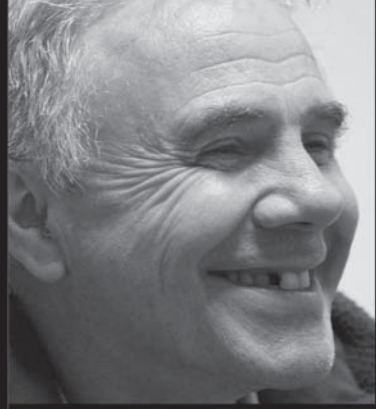
Cette configuration est prometteuse car elle est la seule qui permette de construire le rapport de forces nécessaire, même si cet élément ne suffit pas en lui-même pour garantir le succès immédiat.

C'est aussi une configuration assez proche qu'on retrouve autour de l'appel « Non à la politique du pilori » quelles que puissent être les limites de son contenu.

Là encore, il y a tout lieu de souligner les aspects positifs de cette configuration et de se féliciter du succès prometteur des nombreuses mobilisations : l'arc de forces rassemblé à cette occasion est également indispensable, même s'il ne suffit pas en lui-même.

En Europe, la frénésie sécuritaire et le fichage de la population ont pris une





dimension nouvelle. Le pouvoir politique porte de plus en plus fréquemment atteinte aux libertés publiques et organise le contrôle et la domestication des médias. L'enracinement des partis d'extrême-droite s'accompagne d'une racialisation des thèmes mis en avant par la droite et d'une volonté d'ethniciser le débat public et les rapports sociaux. Les sans-papiers sont stigmatisés au nom d'une logique proche de celle de la préférence nationale. Les étrangers ou les nationaux d'origine étrangère sont sommés d'adopter les « valeurs européennes » tout en étant considérés comme culturellement incapables de s'intégrer. On assiste parfois, en France mais aussi dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, à une résurgence d'affirmations identitaires excluantes.

Dans notre pays, les politiques de répression et de contrôle social se multiplient, visant les classes et quartiers populaires et les construisant comme nouveaux « ennemis de l'intérieur ». Le racisme, les discriminations, la stigmatisation, l'exaltation de l'héritage colonial, les humiliations quotidiennes subies et la permanence des violences policières provoquent des réactions croissantes. La grande révolte de novembre 2005, les affrontements de 2007 avec la police et la présence de jeunes issus des quartiers populaires dans le mouvement de lutte contre la réforme des retraites témoigne d'une politisation croissante et d'une aspiration à en découdre avec l'État capitaliste, autoritaire et néo-colonial.

Les Alternatifs doivent s'engager clairement, comme notre dernière Université d'été en a montré la nécessité, aux côtés du prolétariat des quartiers populaires qui exprime à la fois une demande de reconnaissance sociale et de dignité ainsi qu'une demande de reconnaissance comme sujet politique. La culture autogestionnaire dont nous nous réclamons doit nous inciter à valoriser les structures d'auto-organisation politico-associatives qui, à l'image du FSQP, prennent en charge les résistances et les luttes.

Sur certaines questions, comme la compatibilité du port du voile avec le féminisme, le débat doit se poursuivre. Sur certains des aspects évoqués, l'unité du front politico-social au sens large s'est

déjà réalisée et les Alternatifs doivent contribuer à son approfondissement en mettant l'accent, comme nous l'avons déjà été fait, sur le lien indissociable entre l'offensive néo-libérale sur le terrain socio-économique et la mise en place d'un État aux relents racistes et xénophobes.

Enfin sur d'autres aspects, qu'une vision normalisatrice de la République et la culture classique et pyramidale de la gauche traditionnelle peine à intégrer, les Alternatifs et la gauche alternative peuvent jouer un rôle de passerelle entre les structures d'auto-organisation et les partis et mouvements de la gauche anti-libérale.

Un front politico-social plus restreint : celui du rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique

Au sein du front politico-social large, les composantes de la gauche de transformation sociale et écologique sont présentes et actives, comme elles le sont de manière plus générale dans la plupart des mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux.

Leur rassemblement a été mis en avant de manière systématique par les Alternatifs en particulier au moment de la campagne victorieuse du TCE en 2005, à laquelle la contribution du « Non de gauche » a été décisive.

Mais ce rassemblement a échoué de manière quasi-régulière lors des échéances électorales survenues depuis 2007 (présidentielles, législatives, européennes, régionales), d'une manière ressentie, au-delà des stricts réseaux militants, comme d'autant plus absurde et incompréhensible, et donc démobilisatrice, que ces composantes incapables de se rassembler au moment des élections, sont très souvent au coude à coude dans les mobilisations et ont des points communs importants à l'échelle de l'ensemble du champ politique.

Ces échecs répétés n'invalident en rien la nécessité du rassemblement lui-même, sans lequel aucun rapport de force ne



peut être construit face à la droite et au patronat, et sans lequel on ne peut prétendre reconstruire une alternative à gauche.

L'échec répété de ce rassemblement ne doit entraîner aucun renoncement mais ses causes ne peuvent être escamotées : retard dans l'élaboration d'un projet alternatif, conception archaïque et autoritaire du « parti » encore dominante dans la plupart des organisations, difficulté récurrente à l'intégration de l'écologie, faible capacité à intégrer les acquis de l'altermondialisme et de la dimension citoyenne de l'activité politique, difficulté de passer d'une posture défensive à une problématique du projet, en partie sous les coups de la violente offensive « néolibérale » des années 1980 dont les effets se sont avérés plus destructeurs dans la durée, mais aussi à cause des effets de la disparition du « bloc soviétique ».

C'est donc sur ces questions que la gauche alternative doit être à l'offensive et qu'elle doit elle-même se rassembler :

- en étant exigeante sur la question des contenus programmatiques émancipateurs - et donc autogestionnaires, égalitaires, féministes, écologiques et internationalistes - du rassemblement, et sur sa dimension citoyenne et altermondialiste - ce qui exige la mise en place de forums citoyens ;

- en se donnant les moyens de se constituer elle-même en nouvelle force politique de type parti-mouvement, enracinée dans les couches populaires et dans la jeunesse, pour peser dans le champ politique et stimuler ainsi l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique, ce que par sa dispersion la gauche alternative a été incapable de faire depuis 2007 ;

- en développant le lien avec les habitantes et habitants des quartiers populaires pour construire ensemble du politique dans ces quartiers.

Le nécessaire rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique va de pair avec un front politico-social le plus large. Il doit correspondre à un front politico-social plus restreint certes, mais durable. Le bilan des élections régionales a confirmé que les rassemblements partiels ne

répondaient pas à ces exigences. Le NPA n'est pas parvenu à stabiliser une influence électorale significative, ce qui a aiguïé un débat d'orientation majeur en son sein. Le Front de Gauche regroupe des forces qui restent largement attachées à une conception ancienne de l'action politique.

Il a certes représenté un début de rassemblement - d'où son relatif succès électorale - mais ce début de rassemblement est resté limité pour l'essentiel au PCF et au PG, c'est-à-dire aux composantes les plus classiques, les moins radicales de la gauche de transformation sociale et écologique. Par ailleurs, son type de structuration cartellisé ne correspond pas à nos références autogestionnaires et altermondialistes.

L'expérience positive d'un vrai rassemblement de toute la gauche de gauche (incluant la gauche alternative, le NPA, une partie des écologistes radicaux en même temps que les forces du Front de Gauche) a été possible dans quelques rares régions, notamment en Limousin : il s'est agi alors d'autre chose qu'un simple Front de Gauche élargi

La gauche alternative a des convergences dans de nombreux domaines avec le Front de Gauche et ses composantes, ainsi qu'avec le NPA. Des convergences existent avec un certain nombre de secteurs de l'écologie politique, qu'il s'agisse du mouvement des Objecteurs de Croissance ou de secteurs de gauche du rassemblement des Verts et d'Europe Écologie. Mais ce dernier rassemblement est traversé par une contradiction entre la volonté de transformer le capitalisme dans le sens des exigences écologistes et l'opposition à ce système.

Le chantier de la convergence de la gauche de transformation sociale et écologique est devant nous.

La gauche alternative

Les Alternatifs réaffirment la nécessité de la constitution de la gauche alternative en nouvelle force politique dans laquelle puissent converger à la fois les différentes organisations et courants de la gauche alternative, mais aussi le plus grand nombre de militant-e-s du mouvement associatif et syndical qui jusqu'à présent ne franchissent pas le





pas de l'engagement politique, faute de cette perspective.

L'objectif de faire participer ces militant-e-s à ce projet de construction de la gauche alternative n'a rien d'impossible : nous en avons fait la démonstration partielle - mais à une échelle significative par rapport à ce que sont les Alternatifs ou la FASE aujourd'hui - dans la campagne présidentielle Bové en 2007 qui a été la première dans l'histoire de la V^e république à être menée par une majorité d'hommes et de femmes non membres de partis politiques.

La construction d'un projet alternatif et la création d'une force politique de gauche alternative pouvant porter ce projet constituent une priorité des Alternatifs pour les deux années à venir. D'autres pas seront nécessaires pour discuter du projet, de la stratégie et du mode d'organisation de cette force politique de gauche alternative. Les Alternatifs réaffirment leur disponibilité pour le dépassement organisationnel dans cette force politique alternative à venir.

Ces perspectives doivent s'appuyer sur la permanence d'une volonté unitaire et du dépassement des partis existants, volonté largement partagée chez les militants de la gauche de transformation sociale. Mais pour les Alternatifs, ce projet ne saurait devenir l'otage des négociations électorales.

Cette recherche ne peut se résumer à une posture ou à un slogan électoral. Elle passe nécessairement par la confrontation des projets, y compris dans ce qui sépare fondamentalement ces organisations. La stratégie de contournement ne fait que repousser temporairement ces problèmes.

Si son ancrage populaire encore modeste et sa taille ne font pas de cette nouvelle force le parti-mouvement nécessaire, cette nouvelle force devra cependant s'efforcer, par ses pratiques et son fonctionnement, de préfigurer le parti-mouvement de demain.

Cette nouvelle force devra donner des

signes immédiats et tangibles de pluralisme interne, de droit à l'expérimentation et ne se vivra pas comme un cadre fermé, mais comme une organisation politique transitoire et ouverte à son auto-dépassement dans une force plus large encore et plus conséquente lorsque des convergences auront été établies avec d'autres composantes politiques.

Les Alternatifs, de par leur propre histoire, sont particulièrement disposés à cette démarche originale qui les distingue des autres composantes de la gauche de transformation sociale et écologique.

Celle-ci doit être rassemblée pour peser ensemble dans le champ politique, faire entendre une autre voix à gauche et représenter une alternative à la droite et au social-libéralisme.

Mais ce rassemblement ne peut ni à court ni même à moyen terme prendre la forme d'une organisation politique unifiée, même sous forme de parti-mouvement : les divergences stratégiques sont trop importantes et les orientations programmatiques des diverses composantes de cette gauche de transformation sociale et écologique sont trop différentes.

Toute fusion précipitée en une seule organisation aboutirait rapidement à voler en éclats dès la première échéance politique majeure.

Si ces divergences et ces différences ne peuvent être dépassées dans l'immédiat, rien n'empêche de construire un rassemblement de ces composantes, comme il en existe ailleurs en Europe et notamment au Portugal avec le Bloc de Gauche, particulièrement à l'occasion des élections.

Pour les Alternatifs, il n'existe nulle contradiction à agir à la fois pour ce rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique et pour la constitution de la gauche alternative en nouvelle force politique.

Bien au contraire, le second objectif ne se sépare pas du premier : non seulement ils sont complémentaires, mais la réalisation

Enfin disponible!
EN EXCLUSIVITÉ DANS CE NUMÉRO:
L'abonnement à Rouge & Vert pour l'année 2010
 Une offre unique enfin disponible: il suffit de remplir le bulletin page de gauche. Tous les bulletins sont gagnants!

du second donnera plus de force et de capacité d'entraînement à réaliser le premier car une fois rassemblée, la gauche alternative pèsera davantage dans les débats et les projets de la gauche de transformation sociale et écologique.

La place des élections dans notre stratégie

Pour les Alternatifs, l'objectif de participer à certaines élections ne doit donc pas se substituer au travail d'élaboration théorique, au travail sur le projet d'émancipation, et à l'investissement dans les mobilisations altermondialistes, citoyennes, écologiques, féministes, internationalistes et sociales, en respectant leur autonomie sans subordonner le social au politique. Ils participent également aux élections (et en cela divergent des mouvements libertaires), pour investir les institutions, principalement locales, pour y défendre des politiques publiques écologiquement et socialement utiles et mettre en œuvre la démocratie active.

Nous connaissons l'intérêt des élections. L'intérêt propagandiste, politique et financier, et même, pour les élections locales, l'utilité politique d'avoir des élus. Mais la participation aux élections est un moyen, pas une fin.

Nous vivons depuis le début de l'été 2010 un début de crise politique, avec une accélération rapide du discrédit présidentiel et gouvernemental : à l'impopularité massive d'une politique anti-sociale et anti-démocratique de plus en plus brutale et cynique, s'ajoute la mise à nu d'un affairisme effréné et d'une collusion totale entre le pouvoir et le monde de l'argent et des privilèges. La droite est aux abois, et une partie d'entre-elle, de manière de plus en plus visible, est à la recherche d'une autre représentation politique moins brutale et plus efficace sur le plan électoral.

Rien n'indique que l'échéance de 2012 arrivera à terme sur le plan institutionnel, surtout si la mobilisation sur les retraites se redéploie et s'amplifie, et ce en dépit du délire sécuritaire de la droite pour mieux masquer ses turpitudes, mais aussi pour mettre en place l'État autoritaire qui lui est indispensable pour mieux préparer les affrontements liés à la volonté des capitalistes de faire payer la crise au monde du travail.

Nous devons tout faire pour aller vers un grand mouvement d'ensemble. Une victoire contre le MEDEF et le Gouvernement ouvrirait l'espoir d'une alternative car rassembler et gagner sur le terrain social est un contre feu indispensable et pourra créer les conditions pour qu'en 2012 nous n'ayons pas à choisir entre le candidat du FMI et celui du CAC 40.

La responsabilité de toute la gauche de gauche de ne pas se contenter de l'unité sociale, mais de créer les conditions de sa convergence politique pour en finir avec cette politique autoritaire, entièrement dévolue à la classe dominante et aux marchés financiers deviendra encore plus grande.

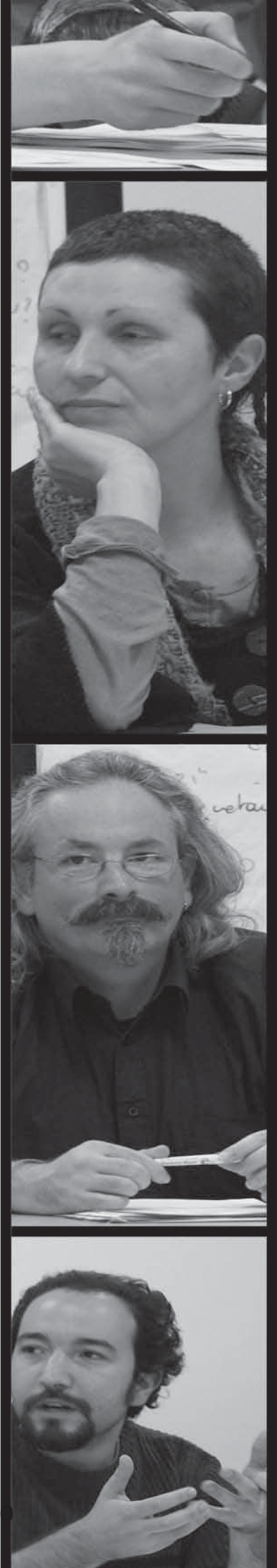
Dans un contexte de crise accentuée du système capitaliste dans sa version néolibérale et de refus de l'alternance social-libérale, les bases programmatiques sont essentielles. Il s'agit notamment de rompre avec les institutions de la V^e République, la logique productiviste et la remise en cause des solidarités. Il s'agit d'opposer un projet réellement alternatif au projet du pouvoir dominant.

- Renforcer la socialisation du salaire contre la marchandisation néolibérale.
- Développer les solidarités contre le chacun pour soi.
- S'attaquer à la dictature de l'argent en rétablissant la souveraineté populaire et en mettant l'autogestion à la fois comme cœur du projet alternatif et comme pratique sociale et culturelle pour préparer les ruptures anticapitalistes.
- Mettre en œuvre entre ces composantes des pratiques politiques non-hégémoniques, respectueuses des partenaires, ce qui implique des compromis de toutes les parties concernées pour porter un projet véritablement commun.

C'est en portant des réponses alternatives que peut se développer la contre-offensive : le droit à l'emploi pour toutes et pour tous, la lutte contre les précarités, le développement des services publics, la mise à contribution des revenus financiers, une nouvelle répartition des richesses contre le cannibalisme capitaliste, le droit de vote pour les immigrés, la préservation de l'environnement, etc.

Pour les Alternatifs, la réduction du temps de travail doit être au cœur de cette contre-offensive, tant pour sa dimension sociale qu'écologique. Il s'agit notamment de récupérer les gains de productivité pour acquérir du temps pour vivre et de s'attaquer au productivisme pour produire et consommer autrement.

L'élection présidentielle sous la V^e République qui revient à élire un monarque républicain constitue l'aboutissement absolu de la recherche du pouvoir pour un homme (ou une femme), ses partisans et affidés. En France cet autoritarisme est favorisé par les institutions de la V^e République, d'autant plus après le choix de l'UMP et du PS de coupler législatives et présidentielles. La règle de séparation des pouvoirs - exécutif, législatif et judiciaire - garante de la démocratie représentative ne fonctionne pas et tous les pouvoirs se





trouvent concentrés entre les mains d'un seul homme et particulièrement depuis l'élection de Sarkozy. Profondément anti-démocratique dans son fonctionnement hiérarchisé, l'élection présidentielle est à l'opposé des valeurs autogestionnaires.

Et 2012 ?

Voilà pourquoi, pour l'échéance présidentielle de 2012, plusieurs principes s'imposent à la gauche alternative, qui conditionnent toute participation au rassemblement toujours nécessaire de la gauche de transformation sociale et écologique :

- un programme commun de rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologiste, ce qui exclut tout ralliement au programme de telle ou de telle composante ;

- un positionnement très clair à battre la droite et l'extrême-droite au second tour, ce qui correspond à la déclinaison électorale du front politico-social large ;

- une démarche citoyenne reposant sur des forums citoyens associés à l'élaboration du programme comme à la campagne elle-même ;

- le choix d'une candidature alternative au système en opposition ferme à toute personnalisation autour d'un leader dit présidentiable - et donc conforme aux institutions de la V^e République, cette candidature étant le ou la porte-parole d'une équipe nécessairement pluraliste et paritaire ;

- l'engagement en faveur d'un processus constituant (assemblée constituante pour d'autres institutions et une constitution alternatives) et de la mise en place d'une démocratie active dans le sens de l'autogestion.

L'expérience des élections de la période 2007 à 2010, marquée par de longues négociations politiques aux résultats très incertains, doit nous inciter à bien inscrire nos démarches électorales dans une vision plus globale.

Nous ne pouvons y consacrer l'essentiel de notre activité alors que les engagements militants de terrain et le travail d'élaboration indispensable au projet alternatif sont immenses. De même, le fond programmatique doit primer sur les tactiques à court terme.

Nous portons une attention particulière aux scrutins dont la proximité avec les citoyen-ne-s pourraient donner à celles et ceux-ci des capacités d'intervention et de décision, esquisse d'un contrôle populaire et citoyen : les élections municipales, cantonales voire régionales.

Le scrutin présidentiel est le pire pour les autogestionnaires et l'expérience mitigée de la campagne Bové en 2008 (choix juste, campagne positive mais chaotique, incapacité des courants partie prenante de

se constituer en nouvelle force politique) ne peut être oubliée, après l'échec des collectifs unitaires dont le PCF et l'ex-LCR portent la principale responsabilité.

S'il est impossible pour toute force politique d'ignorer l'échéance présidentielle, il faut cependant l'aborder avec lucidité et dans une optique autogestionnaire. C'est à l'aune de cette optique et de notre projet que nous déciderons ou non de nous y engager.

Dans le contexte politique actuel, faute d'une réelle alternative anticapitaliste autogestionnaire, féministe et écologiste, un boulevard pourrait s'ouvrir soit à l'extrême-droite et à une recomposition politique à droite sur la base d'une orientation qui serait celle du FN soit à l'accentuation d'un projet à la fois ultra-libéral et autoritaire.

Nous travaillerons donc, dans la période qui s'ouvre à une articulation entre la construction de fronts politico-sociaux, pour l'unité des dominé-e-s, et à l'émergence d'un rassemblement de toute la gauche de transformation sociale et écologique. Cette construction unitaire, dont nous savons d'expérience la difficulté, n'a sens pour nous que dans l'indépendance vis-à-vis du social-libéralisme, en lien avec les mobilisations sociales et au service des initiatives populaires et autour d'un projet émancipateur rouge, vert, autogestionnaire, féministe et altermondialiste.

Pour les Alternatifs, la politique ne peut rester l'apanage des seuls partis politiques. Investis dans le mouvement altermondialiste et en tant qu'autogestionnaires, ils préconisent la participation active et directe des citoyen-ne-s et des mouvements sociaux à la vie de la cité et aux prises de décisions importantes. Ils se sont prononcés pour la constitution de fronts politico-sociaux larges pour les mobilisations, incluant les mouvements libertaires, à l'image de celui construit depuis le printemps contre la « réforme » des retraites celui plus restreint pour rassembler la gauche de transformation sociale et écologique.

Lors du congrès de Lyon, en 2008, ils ont adopté le principe de la transition d'un « mouvement politique autogestionnaire aujourd'hui vers un parti-mouvement demain ». Il s'agit donc de trouver une nouvelle articulation avec les mouvements sociaux et les différentes formes de citoyen-ne-s organisés (forums citoyens, forums sociaux, etc.) et de construire une force politique large de gauche alternative. Construire cette force est pour nous et pour les courants proches, une priorité et une urgence qui impliquent notamment l'organisation prochaine d'assises ouvertes.



Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements.

Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs (www.alternatifs.org). Il nous paraît tout aussi important d'augmenter les diffusions de la version «papier».

De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnent les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. Le montant de l'abonnement est de 50 euros par an (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs en 2010 et 2011).



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert»
et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2010 et 2011

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

ALTERNATIFS

LES

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.